

Farac info



Bulletin de liaison de la Farac (Fédération d'associations d'anciens combattants, d'amicales régimentaires et d'associations à caractère patriotique de Lyon et de sa région).

BULLETIN N° 554 • DÉCEMBRE 2024

1897

2025

La FARAC

vous adresse ses vœux les plus chaleureux pour la nouvelle année

Fédération d'associations d'anciens combattants, d'amicales régimentaires et d'associations patriotiques
www.farac.fr

ÉDITORIAL

2025, L'ANNÉE DES CONVULSIONS OU DES VÉRITÉS ?

La France vit en ambiance électorale, sous une pression médiatique outrancière. Et le plus pénible reste à venir. Sale temps pour elle !

Car la France est tout à fait semblable à une famille, disons un foyer fiscal, le terme traditionnel étant devenu un peu flou par ces temps modernes. Cette cellule de base ne peut longtemps vivre au-dessus de ses moyens. C'est pourtant ce que fait cette famille bourgeoise française depuis des dizaines d'années. Tôt ou tard la situation devait lui éclater en pleine figure. Nous y sommes. L'héritage somptueux des ancêtres, une éducation raffinée et ses relations flatteuses ne lui permettaient

pas, croyait-elle, de vivre ailleurs que dans les beaux quartiers. Elle devait tenir son rang, prendre des vacances en été comme en hiver et sur les plus belles plages et dans les meilleures stations d'altitude, mais aussi s'évader au printemps et à l'automne et profiter largement des nombreux ponts généreusement octroyés tout au long de l'année. La belle vie, l'insouciance !

Certes, Papa et Maman ont commencé à se poser quelques questions lorsque le banquier s'est mis à s'agiter devant des découverts persistants. Pour le rassurer, ils ont déposé chez le brocanteur le plus proche les décorations et le portrait, « *à cause du cadre doré* », de l'aïeul de 14-18 qui trônait, ringard, dans la salle à manger. Double geste, pécuniaire et soixante-huitard, qui a laissé sa trace ovale sur la tapisserie du mur.

Ça ne suffisait pas, bien sûr, alors ce fut le tour des bijoux « *démodés* » venus de grand-maman, qui traînaient au fond d'un tiroir. Rien de grave jusque-là. Mais il a fallu bientôt se séparer de la garniture de cheminée Napoléon III du grand salon, puis de la commode Louis XV, estampillée, s'il vous plaît, pour changer la grosse cylindrée germanique au profit d'une voiture électrique et faire face aux besoins insatiables en portables et ordi asiatiques dernier cri de la progéniture et des pièces rapportées, le tout au nom du choix électoral majeur, génial et fièrement proclamé « *achetons français* ».

« *Ça devient inquiétant* », a décrété le banquier.

Car Maman ne travaille plus depuis belle lurette. De toute façon, elle a perdu la main, dépassée par les mutations forcenées de l'économie mondiale. Elle avait pourtant de sérieuses références quand elle a connu Papa. Au demeurant, comment pourrait-elle sortir de ses habitudes, ses bridges entre copines l'après-midi, ses cocktails et ses vernissages en soirée. Ainsi, pensez-vous, avec un seul salaire... Il va peut-être falloir songer sérieusement à aller vivre en banlieue. De toute façon, avec ces nouveaux riches sans éducation, venus de nulle part et bosseurs comme des dingues, qui étalent effrontément leur rutilante percée sociale, le quartier n'est plus comme avant. Encore un peu de temps et il sera « *franchement infréquentable* ».

En 2025 la famille France va devoir affronter enfin la vérité. Les beaux quartiers ou la banlieue, plus ou moins lointaine ?

Cette fois-ci, il va falloir clairement annoncer la couleur et ensuite assumer. Il n'y a pas à se creuser longtemps le cerveau pour trouver des vœux à formuler pour 2025.



André Mudler
Président de la Farac

SOMMAIRE

P 03	LA CONFÉRENCE DE YALTA (4 FÉVRIER – 11 FÉVRIER 1945)
P 11	ASSEZ... !
P 14	INGÉNIEUR GÉNÉRAL SABATIER (1896 -1986)
P 16	JAMES STEWART (1908 – 1997)

P 18	LES PROTECTEURS DE L'ARMÉE DE TERRE (SUITE)
P 19	VIE DES ASSOCIATIONS
P 19	CARNET NOIR
P 20	AGENDA

LA CONFÉRENCE DE YALTA (4 FÉVRIER - 11 FÉVRIER 1945)

Conseil de lecture : le thème se situe en février 1945. Que le lecteur (-trice) veuille bien, pour être en situation, faire abstraction de ce qu'il connaît de l'après.

LES ALLIÉS DANS LA CONDUITE DE LA GUERRE

Avant la conférence de Yalta, le développement du conflit mondial avait déjà suscité plusieurs réunions de concertation entre les puissances alliées.

Anfa (Maroc)

14 - 24 janvier 1943

Dans l'hôtel Anfa situé dans un quartier résidentiel de Casablanca, le président des Etats-Unis Franklin Roosevelt et le Premier ministre britannique Winston Churchill se rencontrent pour aplanir leurs divergences politico-stratégiques et pour s'accorder sur la gouvernance de l'Empire colonial français.



Conférence Casablanca janvier 1943

Sur la conduite de la guerre, l'idée de manœuvre de Roosevelt prévaut :

- Priorité à l'Atlantique, avec un débarquement en force sur les côtes Nord Nord- Ouest de la France, ayant pour base de préparation et de lancement l'Angleterre
- A l'issue de la Campagne de Tunisie, déclenchement d'une opération de diversion en Sicile (opération Husky le 10 juillet 1943),

afin de procéder par la suite à la reconquête de la péninsule italienne⁽¹⁾.

Sur l'Empire colonial français, Roosevelt, depuis l'assassinat de l'amiral Darlan, ancien chef du gouvernement de Vichy, par un militant monarchiste le 24 décembre 1942, joue la carte Giraud, nommé commandant en chef civil et militaire pour l'Afrique française. Il l'entrevoit, dans la France libérée et placée sous administration américaine, comme une sorte de proconsul. A Alger, il imagine un directoire vichystes-giraudistes-gaullistes sous tutelle anglo-américaine. Dans cette perspective, il prie De Gaulle de se rendre à Alger pour régler son différend avec Giraud. Altier, De Gaulle refuse et répond qu'il ne saurait admettre d'être convoqué en son territoire, le territoire français. Roosevelt et Churchill en sont quittes pour inviter les deux ayants droits à Anfa. Le 22 janvier, l'entretien Roosevelt – De Gaulle est aussi détestable que surréaliste, celui avec Churchill une corrida verbale et l'entrevue avec Giraud glaciale. Et même si De Gaulle consent, devant les photographes à serrer la main à Giraud, pour sauver la face à Roosevelt, il a, par son intransigeance, infligé au duo anglo-américain un sérieux revers diplomatique. C'est l'indéniable prodrome de sa place future dans le gouvernement de la France. Giraud n'est qu'un bien pâle « concurrent ». De Gaulle reviendra à Alger pour créer, le 3 juin 1943, le Comité Français de Libération Nationale (CFLN).

(1) La France y participe avec le Corps expéditionnaire français en Italie (le C.E.F.I.) sous le commandement du général Juin. Son effectif est de 110 000 hommes provenant en grande partie de l'Armée d'Afrique. Il s'est particulièrement distingué au cours de la bataille du Monte Cassino (janvier 1944) et de celle du Garigliano (mai 1944) qui permet de rompre la ligne Gustav et de reprendre la progression vers Rome. Le C.E.F.I. affichera 6 000 tués, 23 500 blessés et 2 000 disparus.

Washington (USA)
mai 1943 - nom de code Trident

Les USA et la Grande-Bretagne se concertent à nouveau.

Québec (Canada)
août 1943 - Quadrent

Même composition, mêmes thèmes.

Le Caire (Egypte)
22 - 26 novembre 1943 – Sextant



Conférence du Caire novembre 1943

Roosevelt, Churchill et Tchang Kaï-chek (chef du parti nationaliste chinois) se consultent pour agir ensuite contre les Japonais et pour entrevoir l'Asie après la guerre.

Téhéran (Iran)
28 novembre - 1^{er} décembre 1943,
première réunion tripartite Roosevelt,
Staline et Churchill



Conférence de Téhéran novembre 1943

Les trois majors veulent s'entendre sur la stratégie conjointe à mettre en œuvre dans la poursuite de la guerre, sur le principe d'un débarquement principal, en force, sur les côtes nord-nord-ouest de la France, et sur un débarquement secondaire en Provence pour fixer le nombre maximal d'unités nazies afin d'opérer un mouvement en tenaille.

Churchill trouve le projet de débarquement sur les côtes nord-nord-ouest de la France trop risqué. Il se déclare partisan plutôt d'un débarquement au sud de l'Europe (Grèce, Dalmatie, Yougoslavie...) moins tenu par les Allemands. Il est contre le débarquement en Provence, susceptible d'amoinrir les capacités de celui du nord-nord-ouest. Derrière cette position, il cache ses craintes de voir, en cas d'échec sur les côtes françaises, l'Angleterre en première ligne des représailles nazies. Il avance même l'argument de la possible hostilité des Français vis-à-vis des Alliés après les bombardements intenses pré-débarquement prévus.

Staline, qui se prépare, depuis la capitulation de la Wehrmacht le 2 février 1943 à Stalingrad, à l'ouverture du Front de l'Est, qui estime abusive la propension britannique à l'hégémonie en Méditerranée, et qui considère que les Balkans relèvent de son « pré carré », adhère aux propositions stratégiques de Roosevelt. Churchill ne peut que s'incliner. Il obtient cependant que le débarquement de Provence soit entrepris après celui des côtes françaises et que l'offensive en Italie se poursuive jusqu'à Rome. Un calendrier prévisionnel est arrêté : débarquement sur les côtes nord-nord-ouest en mai - juin 1944, ouverture simultanée du Front de l'Est, débarquement en Provence dans le prolongement au plus près de celui des côtes françaises du nord-nord-ouest.

Dumbarton Oaks (USA - près de Washington) 21 août - 7 octobre 1944

Les représentants des trois majors et de la Chine travaillent à l'élaboration de la charte des « Nations unies ».

L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE MONDIALE À L'ÉTÉ 1944

À l'été 1944, le cours de la guerre mondiale oscille à l'avantage des puissances alliées contre les forces totalitaires de l'Axe (débarquement en Normandie, offensive soviétique à l'Est, Italie, Manille...). En délais encore imprédictibles, la défaite des nazis, des fascistes et des Japonais peut prudemment s'envisager. Dès juillet 1944, Roosevelt, estimant qu'il importe d'anticiper le dénouement de la guerre, suggère à Staline et Churchill la tenue d'une nouvelle conférence tripartite au sommet. Il est guidé par trois préoccupations :

- Achever rapidement une guerre qui dure depuis cinq ans et dont le coût en GI's l'accable. Dans ce but, convaincre l'URSS de déclarer la guerre au Japon ;
- Préparer de manière radicale le démantèlement de l'Allemagne nazie ;
- Instituer une organisation gouvernementale mondiale à même de garantir la paix dans la durée, notamment en Europe, où les querelles microcholines ont été coupables des deux guerres mondiales.

LE CHOIX DU LIEU DE LA CONFÉRENCE

Tout l'automne 1944, les cabinets des trois majors se limitèrent à avancer leurs préférences : Ecosse, Malte, Riviera italienne, Egypte... Il était évident que chaque camp différait sa décision pour tirer avantage, au mieux, de la progression de ses forces dans les opérations militaires en cours, et aborder les discussions en position favorable.

Les deux conseillers Hopkins et Gromyko finissent par opter pour la Crimée. Staline choisit Yalta, sur la côte orientale. La date de la conférence est fixée au dimanche 4 février 1945.

Le toponyme

L'histoire retient le vocable de « conférence de Yalta ». Or, elle se tint à Livadia, station balnéaire distante de trois kilomètres, dans l'ancienne résidence d'été du tsar Nicolas II. Pour Staline, ce fut la « conférence de Crimée ».



Vue de Yalta

La symbolique

Les Etats du monde, lorsqu'ils sont informés de la « conférence de Yalta » par communiqué du 6 février 1945, observèrent qu'il s'agissait d'un énorme succès de prestige pour Staline. Il reçoit, en territoire russe, les deux autres « grands » qui, pour le rencontrer, ont accepté d'entreprendre de longs voyages périlleux. Il est l'hôte « seigneurial ».

La France absente

À Yalta, « *la France est la grande absente* » (François Mauriac). Les affaires du monde se traitent sans elle. Plusieurs raisons y ont concouru :

- La France porte les stigmates de son renoncement de 1940. Elle s'est abaissée. Elle n'est plus une grande puissance.
- Économiquement exsangue au sortir de l'Occupation, elle est dans l'incapacité d'abonder l'effort matériel de guerre allié. L'armement et l'équipement de ses troupes dépendent des Américains.
- Sa participation militaire dans la bataille est subsidiaire⁽²⁾.

(2) Si la France récupérait une part de sa fierté avec la montée en puissance de son armée renaissante, improbable, revenue de nulle part, à l'échelle du conflit, son bras armé pèse peu par rapport à la centaine de divisions commandées par le général Eisenhower, et aux 180 divisions soviétiques. Cette participation française à la bataille n'en est pas pour autant négligeable. L'armée B, qui a débarqué en Provence, et qui deviendra la 1^{ère} Armée française à l'approche des Vosges, est forte de 256 000 hommes, après avoir absorbé le C.E.F.I. et un certain nombre de FFI. La 2^e division blindée (la 2^e DB), engagée sur le Front Ouest, se compose de 10 000 hommes, et possède plus de 4 000 véhicules.

- L'antinomie Roosevelt – De Gaulle écarte la France de la « table » des grands. Roosevelt qui qualifie De Gaulle de « *Prima Donna* », discute sa légitimité malgré les faits. En ses plans, il avait d'ailleurs fixé, au fur et à mesure de la libération de la France, de placer celle-ci sous la tutelle de l'AMGOT (Allied military government for occupied territories) et de mettre en circulation une monnaie adaptée, en remplacement du franc.

ROOSEVELT ET CHURCHILL EN DIRECTION DE YALTA



Roosevelt et Churchill à Malte février 1945

Le 2 février 1945, ils s'entretiennent à Malte. Le 3 février, à l'aube, leurs avions décollent de Malte, à destination de Saki, l'aérodrome de Yalta, tous feux éteints, escortés par cinq avions de chasse, dans un espace aérien non sécurisé. La durée du vol sera de sept heures. Dans le sillage de ce vol, une flotte aérienne de trente appareils qui achemine les délégations (400 Américains et 300 Britanniques)⁽³⁾.

Roosevelt atterrit à 12 h 40, Churchill à 13 h 30. Ils passent les troupes en revue, Roosevelt, invalide, en jeep, Churchill et les dignitaires à pied aux côtés du véhicule. Puis, ils partent par

(3) Trois jours auparavant, un détachement précurseur américain (*special team*), comprenant un groupe Transmissions et une unité de Marines, était arrivé pour préparer l'installation de la délégation américaine et les conditions de sa sécurité. Le volume de l'impedimenta est époustoufflant : jeeps, command-cars, GMC, machines à écrire, télécriteurs, fournitures... dont une réserve conséquente de bacon et un stock ahurissant de DDT (puissant insecticide).

la route (exécrable) pour Yalta où ils arrivent vers 18 heures.

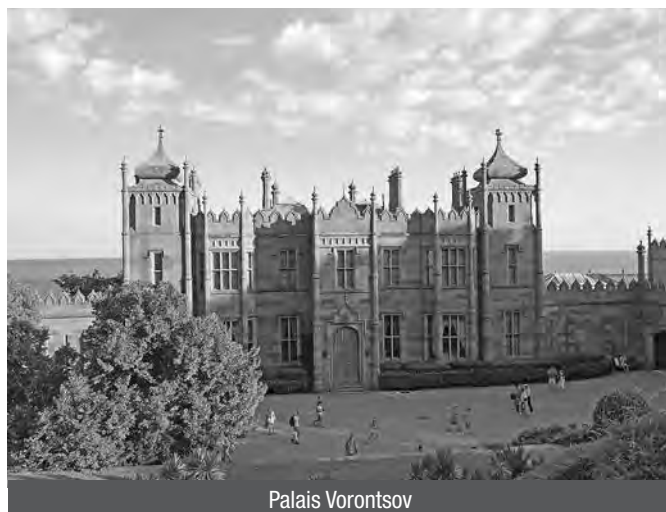
Staline arrivera le lendemain 4 février de Moscou par le train (il avait la phobie de l'avion).

L'INSTALLATION

Staline s'est assuré lui-même de la qualité des résidences réservées à ses hôtes. Roosevelt, importance oblige, sa fille, madame Anna Boettiger, et son brain-trust logent dans les 43 chambres du palais Livadia, anciennement lieu de villégiature des Romanov. Churchill, sa fille Sarah et son aéropage occupent la



Palais de Livadia



Palais Vorontsov



Villa Koreiz

villa Vorontsov à Alupka, au bord de la mer Noire, certes distante de cinq kilomètres, mais disposant d'un immense parc comprenant serres, étangs et jardins.

Staline, sa fille et secrétaire Svetlana, et son conseil, s'installent à la villa Koreiz, ancienne propriété du prince Youssouppoff, l'exécuteur de Raspoutine, située à mi-distance des deux autres lieux de séjour. Résidence secondaire préférée de Staline, d'aucuns, parmi les suspicieux, avanceront qu'il avait choisi cette situation géographique pour éviter que les Anglo-américains se concertent aisément et pour surveiller leurs allées et venues ? Béria, le chef du NKVD, la police politique soviétique, se trouve en permanence à la villa Koreiz ?

A ce soin apporté à la qualité des résidences, Staline va y ajouter tout l'apparat et le faste moscovite, services d'excellence, cuisiniers réputés, mets recherchés (caviar, gibier, harengs, vodka et champagne caucasiens). Le dîner de gala qu'il offrira sera somptueux et unique dans les annales diplomatiques (20 services, 45 toasts).

L'ORGANISATION TECHNIQUE DE LA CONFÉRENCE

Les protocoles en ont arrêté les modalités.

Trois réunions quotidiennes sont programmées : réunion des chefs d'état-major des armées, réunion des ministres des Affaires étrangères, séance plénière, à 16 heures, au palais Livadia, dans la « salle de bal ».

Autour d'une table ronde, chaque délégation sera composée de cinq membres qui pourront, selon les sujets abordés, être interchangeables. Il n'y aura pas de secrétaire de séance et aucun procès-verbal officiel de séance ne sera établi. Chaque délégation établira ses propres documents de synthèse et disposera de son interprète.

DIMANCHE 4 FÉVRIER 1945, OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

Roosevelt et Staline, avant d'entrer en séance, s'entretiennent une quinzaine de minutes en tête-à-tête (présence de Molotov, le ministre



Roosevelt, Staline et Churchill à Yalta

des affaires étrangères soviétique). S'évaluent-ils pour les lendemains ? Au cours de leur rapide tour d'horizon, Roosevelt pose la question « *et De Gaulle* » ? Staline ironise et abrège par un... « *on peut en reparler* ».

Introduction à la conférence

Staline propose que l'intégralité de la conférence soit présidée par Roosevelt. Celui-ci apprécie, Churchill tique. Staline gagne le 1^{er} round psychologique par ruse.

Présentation de la situation militaire

Le chef de l'état-major de l'armée soviétique, le général Alexis Antonov, fait le point du Front Est, le chef de l'état-major de l'armée américaine, le général George Marshall celui du Front Ouest. Cette situation militaire constamment en mouvement, s'inscrira en toile de fond de la conférence. Si Roosevelt, Staline et Churchill sont raisonnablement confiants en l'issue de la guerre et, s'ils calculent pour que leur armée soit la première à entrer dans Berlin, ils sont conscients qu'ils ne disposent que de peu de semaines pour accomplir leur dessein.

En Europe, Hitler annonce l'utilisation imminente d'armes secrètes qui renverseront le cours de la guerre.

Dans le Pacifique, les Japonais fanatisés, transcendés par leurs kamikazes, s'arc-boutent en des combats dantesques. En Extrême-Orient, les Japonais s'incrument en Corée, en



Roosevelt et Churchill en pleine discussion à Yalta

un tiers de la Chine et en Indochine, toujours administrée par un homme du régime de Vichy.

L'ÉTAT D'ESPRIT DE LA CONFÉRENCE

La posture, au jour le jour, des trois grands en fut le miroir.

Roosevelt

Le visage émacié, empli de fatigue, parfois lointain, il conduit les débats, sans ordre du jour formel, sans raisonnement serré. D'où le réflexe de son conseiller Henry Hopkins de lui glisser parfois des notes « éclair » pour le remettre dans « le film ». Roosevelt se veut direct et s'écarter de l'alambiqué diplomatique, comme s'il s'agissait d'une conversation entre amis, d'une camaraderie avec « l'oncle Jo » (Staline). Hormis de rallier Staline à son ambition de fonder l'organisation des Nations Unies, et de voir l'URSS déclarer la guerre au Japon, le reste compte peu en son esprit, et il est prêt à consentir beaucoup. Il se méprend, aussi naïvement, sur Staline à la philosophie lénino-marxiste.

Staline

Maussade, bourru, rugueux, le visage impassible et glacial, il ne sourit jamais. Il ne cesse de griffonner au crayon rouge sur des feuilles volantes... des loups. Il intervient sans

notes, témoignant une connaissance pointue des problèmes, y compris techniques. Cynique, madré, habile à ne pas effrayer les Américains et les Anglais, il sait masquer ses intentions réelles envers la Pologne, l'Europe centrale et orientale.

« *Banal et dangereux comme un poignard caucasien* » (Victor Serge, révolutionnaire et écrivain, 1890 - 1947)

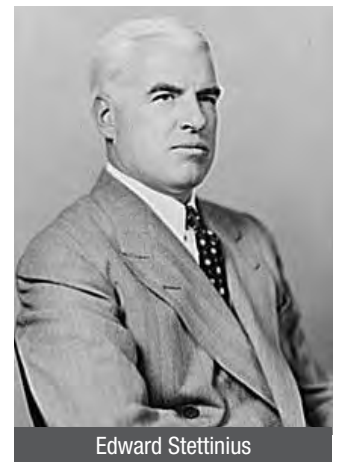
Churchill

Le teint oscillant du rose poupin au rubicond, il est impressionnant de vitalité. Il sait qu'il joue une division en-dessous. Alors il fait du Shakespeare, grommèle, maugrée, fulmine. Son cigare proverbial lui sert d'épée, de baguette de chef d'orchestre, de sceptre. Le « vieux lion » rugit lorsque le propos effleure l'Empire britannique. Il est l'Empire britannique. Il se défie de Staline et s'agace de la crédulité de Roosevelt. Pugnace, il sera l'avocat de la France.

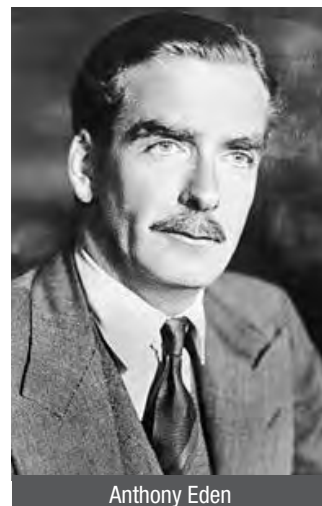
LE BILAN DE LA CONFÉRENCE DE YALTA



Molotov



Edward Stettinius



Anthony Eden

Roosevelt, Staline et Churchill signent le communiqué final de la conférence au cours de leur déjeuner, le dimanche 11 février 1945. Le texte secret, à usage gouvernemental, des « accords de Yalta », après une mise au

point définitive, est signé le 11 février à 18 heures par les trois ministres des Affaires étrangères : Edward Stettinius, Viatcheslan Molotov et Anthony Eden.

Roosevelt, Staline et Churchill parafent, en outre, l'accord secret concernant l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon.

Le communiqué final sera diffusé le lendemain 12 février, à 16 h 30, heure de Yalta, simultanément à Washington, Moscou et Londres.

TEXTE DES « ACCORDS DE YALTA » (Analyse synthétique des 14 chapitres)

Chapitre I

« Organisation mondiale »

- La création d'une organisation des Nations unies (l'ONU) est actée.
- La première réunion de l'Organisation est fixée au mercredi 25 avril 1945 à San Francisco.
- Les nations invitées sont celles ayant déclaré la guerre aux forces de l'Axe avant le 1^{er} mars 1945.
- Les invitations porteront le timbre des USA, URSS, GB, CHINE et France⁽⁴⁾.

Chapitre II

« Déclaration sur l'Europe libérée »

- Les trois grandes puissances alliées s'engagent sur une politique commune pour aider les pays de l'Europe libérée à retrouver l'équilibre politique et économique

Chapitre III

« Démembrement de l'Allemagne »

- L'Allemagne sera soumise à un désarmement complet, à une démilitarisation intégrale, à la saisie et à la destruction de tout son potentiel de guerre, au contrôle de son industrie.
- Il sera instauré trois zones d'occupation et une Commission de contrôle interalliée installée à Berlin.

Chapitre IV

« Zone d'occupation française et Conseil de contrôle »⁽⁵⁾

- Il est accordé à la France une zone d'occupation sur les emprises britannique et américaine. La France fera partie de la Commission de contrôle.

Chapitre V

« Réparations »⁽⁶⁾

- Compte tenu de la complexité à définir les modalités et la répartition des réparations à imposer à l'Allemagne, une Commission ad hoc interalliée siègera à Moscou. La base de 20 milliards de dollars est retenue dont 50% reviendront à l'URSS.

Chapitre VI

« Les grands criminels de guerre »

- Une enquête préparatoire est confiée aux trois ministres des Affaires étrangères.

Chapitre VII

« La Pologne »⁽⁷⁾

- Les trois puissances alliées affichent leur détermination de voir s'édifier une Pologne forte, libre, indépendante et démocratique.
- Elles conjugueront leurs efforts pour d'un gouvernement d'unité nationale se constitue.
- Elles conviennent que le tracé définitif des frontières de la Pologne sera redéfini après la guerre et qu'il devra être acté par l'ONU.

(4) La décision d'adjoindre la France fut prise le vendredi 9 février.

(5) Staline s'opposa à ces deux décisions. Il considérait que le renoncement à combattre de la France l'écartait des responsabilités dans l'après-guerre. Roosevelt fut mou. Ce fut Churchill qui défendit la cause de la France et obtint son retour dans le concert européen et mondial.

(6) Staline refusa que la France puisse figurer parmi les pays prioritaires.

(7) Voir page suivante.

Chapitres VIII à XIV

- Yougoslavie
- Frontière italo-yougoslave
- Frontière italo-autrichienne
- Relations bulgare-yougoslaves
- Europe du sud-est
- Iran
- Rencontres des trois ministres des Affaires étrangères
- La convention de Montreux (libre circulation dans les détroits)

ACCORD CONCERNANT L'ENTRÉE EN GUERRE DE L'URSS CONTRE LE JAPON

Roosevelt l'obtient au cours d'un tête-à-tête avec Staline le jeudi 8 février. Il est secret. En voici les clauses :

- L'Union soviétique déclarera la guerre au Japon dans les deux ou trois mois qui suivront la défaite des nazis en Europe.
- Le Japon vaincu, l'URSS récupérera le sud de l'île Sakhaline (au nord du Japon) et toutes les îles avoisinantes ainsi que les îles Kouriles (archipel de 800 km de long au nord-est du Japon). Par ailleurs, rétablissement du droit

(7) La question de la Pologne fut la plus âprement discutée de la conférence. La recherche d'une position commune fut triturée à chaque réunion plénière où se succédèrent propositions, contre-propositions, amendements, corrections, formules conciliatrices, codicilles... La question portait sur toute l'histoire multiple de la Pologne, depuis les temps lointains, les partages successifs de son territoire, les confrontations avec la Russie dont la défaite de Staline à Riga en 1921, les souffrances de la séquence tragique du pacte germano-soviétique, (annexion, purges, déportations, Katyn...), la libération par l'Armée rouge précédée de sa non-intervention à Varsovie lors de l'écrasement de la Résistance polonaise par les nazis...

De ce passif, Staline n'en retiendra que certaines strates, insistant auprès de ses interlocuteurs pour souligner que les invasions de la Russie (Napoléon, Barbarossa) se firent toujours par le couloir d'une Pologne faible. La résolution finale, chef d'œuvre de subtilité politique, lui laissera le champ futur de sa mainmise politique et idéologique.

au bail du port de Mac-Arthur au titre de base navale, internalisation du port de Dairen (mer de Chine), exploitation en commun avec la Chine du chemin de fer de l'Est chinois et de celui du sud de la Mandchourie. S'agissant de ces dernières dispositions, Tchang Kaï-Chek n'a pas encore été consulté !

- L'URSS se déclare prête à signer un pacte d'amitié avec la Chine contre les Japonais.

LA CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE DE YALTA

La conférence prend fin à l'issue du déjeuner du dimanche 11 février 1945, interrompu pour la signature du communiqué final, et repris jusque vers 15 h 30. Hormis un échange protocolaire de décorations, la clôture ne donne lieu à aucun cérémonial particulier. Roosevelt qui avait hâte d'en terminer, a prévu de rencontrer sur son itinéraire de retour le roi Ibn-Seoud, le roi Farouk et l'empereur Haïlé Sélassié. Il est satisfait, loin de lui le soupçon de l'insincérité de Staline ; loin de lui le scrupule d'avoir « lâché » la Pologne ; loin de lui la pensée que Yalta pouvait servir de tremplin au communisme.

Il meurt le 12 avril 1945.

L'après Yalta ne se déroulera pas tout à fait comme il l'avait cru... mais il s'agit de l'après.

*Jean Laroche
Août 2024*

Sources :

- Arthur Conte, « Yalta ou le partage du monde », Robert Laffont, 1964
- François Kersaudy, « Winston Churchill », Taillandier 2000
- Le livre noir du communisme (œuvre collective), Robert Laffont 1997
- François Lescel, général, « Objectif Lyon », collection l'Histoire proche, 2004

Le 17 octobre dernier, la ville de Villeurbanne organisait une cérémonie commémorative des « massacres du 17 octobre 1961 commis à Paris par la police lors de la répression sanglante d'une manifestation pacifique de la communauté algérienne désireuse de faire valoir ses droits ».

Ô combien ! nous aurions tant voulu ne pas avoir à revenir sur un passé douloureux. Mais cette énième instrumentalisation idéologique et politique d'un événement survenu il y a 63 ans nous y entraîne.

RAPPEL EXPRESS DU CONTEXTE À L'AUTOMNE 1961

- Depuis la victoire du « oui » (75,26%) au référendum de janvier 1961 initié par le général De Gaulle sur l'autodétermination de l'Algérie (313 683 « oui » et 102 695 « non » dans le Rhône), le gouvernement mène des négociations publiques avec le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) tout en conduisant des négociations secrètes depuis le début de 1961.
- Le général De Gaulle, soutenu par une majorité de l'opinion, est impatient de clore un « borborygme » qui traîne depuis sept ans.
- Le putsch d'Alger (avril 1961) (*le pronunciamiento*, profère avec dédain le général De Gaulle) est maté en quelques jours, avec, à l'appui, l'utilisation de l'article 16 de la Constitution (pleins pouvoirs).
- La lutte contre l'OAS (organisation de l'armée secrète, fondée en février 1961) dont les plasticages crispent le gouvernement, constitue l'objectif prioritaire, avec le recours à une « barbouzerie » glauque.
- Le 8 septembre 1961, à 21 h 40, sur la RN 19 à Pont-sur-Seine (Aube), le général De Gaulle, qui se rend à Colombey-les-Deux-Eglises, accompagné de Madame, échappe à un attentat de l'OAS, l'engin explosif, dissimulé dans un tas de sable au bord de la route, mal conçu, s'avérant inopérant.

L'ACTIVISME DE LA FÉDÉRATION DE FRANCE DU FLN

La fédération de France du FLN exploite la situation agitée pour :

- Accroître, par la terreur, son emprise sur la communauté algérienne (règlements de compte meurtriers à l'encontre de membres du Mouvement national algérien (le MNA), impôt révolutionnaire, obéissance aux préceptes coraniques, intimidations, enlèvements, représailles, liquidations...)
- Allier à sa cause les milieux intellectuels et associatifs de l'intelligentsia gauchiste et du progressisme social chrétien (« les porteurs de valises ») (« les frères des frères »). L'agglomération lyonnaise se distingue dans le genre :
 - solidarité doctrinale immédiate envers les indépendantistes algériens (catholiques sociaux, collectifs d'avocats, étudiants de l'association générale de Lyon (AGEL), CGT,...) et engagement de soutien actif précoce au FLN (1^{er} réseau de porteurs de valises créé en 1957) ;
 - mise à disposition du FLN d'une chambre au noviciat du Prado à Saint-Fons pour le stockage de documents et de fonds en 1958 ;
 - réseau Boëglin, du nom de son fondateur Jean-Marie Boëglin, secrétaire général du théâtre de la Cité à Villeurbanne, en charge du réseau de soutien souterrain lyonnais au profit de la Willaya III (Kabylie) du FLN, de l'acheminement du produit des collectes obligatoires, de la fourniture de faux documents, de l'hébergement de clandestins (1958 - 1960).
- Créer à son avantage un climat d'insécurité en ciblant les policiers. Après plusieurs attaques de commissariats par des commandos FLN

en juin 1961, leurs locaux sont « bunkérisés », les policiers dotés de gilets pare-balles. Un rapport du ministre de l'Intérieur (Roger Frey) du 13 juin 1961 informe que, depuis 1958, 47 policiers, dont 11 depuis janvier 1961, ont été tués à Paris, 19 en province et que 140 ont été blessés.

EN AMONT IMMÉDIAT DU 17 OCTOBRE 1961

Face à la violence nocturne accentuée entre militants indépendantistes (48 assassinats en septembre 1961, 93 depuis le début du mois d'octobre), le préfet de police de Paris (Maurice Papon) impose aux Nord-Africains, le 6 octobre, un couvre-feu quotidien à partir de 20 h 30, pour une durée indéterminée, à Paris et dans le département de la Seine. La fédération de France du FLN entend protester contre une mesure qu'elle juge discriminatoire et faire pression sur le gouvernement, en vue de l'indépendance déjà en perspective. Elle annonce pour le 17 octobre, en début de soirée, un vaste rassemblement et un défilé pacifique dans les grandes artères de la capitale.

CE QUE FUT LE 17 OCTOBRE 1961

- Phase I : sur instructions du général De Gaulle et du gouvernement (Michel Debré Premier ministre) le préfet de police interdit la manifestation.
- Phase II : le FLN passe outre et maintient son mot d'ordre. Le 17 octobre, en fin d'après-midi, 20 000 à 30 000 Algériens se regroupent, notamment en banlieue nord et, encadrés par des membres du FLN, convergent, de gré ou de force, vers Paris.
- Phase III : les forces de l'ordre reçoivent pour mission de tenir les points de passage obligés (ponts), d'empêcher l'entrée dans Paris, de procéder au plus grand nombre d'arrestations.

Selon les observateurs, il semblerait que les mesures prises par le préfet de police aient été tardives avec, pour conséquence, un volume de moyens d'intervention inadapté à la menace (1650 agents et non 7 000 comme cela a été trop souvent écrit). C'est ainsi que le barrage du pont de Neuilly n'est gardé que par 65 policiers.



Les manifestants



17 octobre 1961 Arrestation de manifestants

- Phase IV : Les heurts furent d'une extrême violence, il ne pouvait en être autrement au regard de la disproportion entre le nombre de manifestants et celui des policiers en charge de les contenir. Les cortèges furent maintenus hors de Paris. Il fut procédé à 12 000 arrestations pour contrôle des identités et interrogations.

LES RÉACTIONS PREMIÈRES

Les conditions d'exécution de l'opération de maintien de l'ordre ne suscitent pas de remous politiques, médiatiques et dans l'opinion, durables. L'épisode s'inscrit dans le feuilleton de l'affaire algérienne. Cependant, alors que le bilan officiel fait état de 5 à 10 victimes, commence à sourdre une rumeur distillée par le FLN, déclarant que la répression policière avait causé 200 morts, jetés à la Seine, et 2300 blessés.

QUAND LE 17 OCTOBRE 1961 REBONDIT DANS L'ACTUALITÉ

A l'instigation du Parti communiste, l'affaire du 17 octobre 1961 refait surface au moment du procès Papon (1997 - 1998), jugé à Bordeaux pour son rôle durant l'Occupation envers les juifs, alors qu'il occupait la fonction de secrétaire

général de la préfecture de la Gironde. Il s'ensuit l'ouverture de deux enquêtes sur les faits, l'une, dite « Mandelkern » ordonnée par le ministère de l'Intérieur (J.P. Chevènement), l'autre, indépendante, par Jean-Paul Brunet, normalien, agrégé, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris IV - Sorbonne. A leur terme, après épiluchage des archives de la police judiciaire et la consultation des registres d'état-civil des communes du département de la Seine, les deux investigateurs déclinent la même conclusion : de l'ordre de 30 à 50 victimes peuvent être imputées à la police parisienne lors de son intervention.

Moins d'une dizaine de corps ont été repêchés dans la Seine sans qu'il soit possible d'identifier la cause réelle des noyades. Or, malgré ces preuves officielles, dont l'objectivité ne peut être mise en doute, c'est un autre récit fallacieux du 17 octobre 1961 qui va prévaloir.

L'EXPLOITATION POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE DU 17 OCTOBRE 1961

Depuis les années 2000, c'est la thèse initiale du FLN qui va servir de tremplin à des actes d'opportunisme politique, d'idéologie et à connotation électorale.

- En 2001, Bertrand Delanoé, nouvellement élu maire de Paris, appose une plaque au pont Saint-Michel en mémoire des nombreux Algériens tués le 17 octobre 1961 et laisse aller au fil de l'eau une poignée de gerbes de fleurs, figuratives des victimes jetées dans la Seine.
- En 2011, François Hollande, candidat à la présidence de la République, dépose une gerbe au pont de Clichy et dénonce une répression sanglante. Il réitère en 2012, devenu Président de la République, et rend hommage aux victimes algériennes.
- En 2012, le Sénat, sur proposition communiste, émet une résolution condamnant les massacres du 17 octobre 1961.
- En 2024, l'Assemblée nationale agit de même.
- Le 16 octobre 2024, le Président de la République, Emmanuel Macron, dépose une gerbe au pont de Bezons et se recueille en

une « pathétique » minute de silence. Il déclare ensuite dans un communiqué « *que les crimes commis le 17 octobre 1961 sont inexcusables pour la République...* »

- Le 17 octobre 2024, la ville de Villeurbanne organise la cérémonie commémorative citée en liminaire, en présence du consul d'Algérie et d'un représentant du MOUDAF (Mouvement dynamique de la communauté algérienne en France) !?

ESSAI D'ANALYSE RAISONNÉE

Sur les faits

Il est avéré que, le 17 octobre 1961, la police parisienne est intervenue, sur ordre, sans ménagement et qu'au cours des bousculades et des échauffourées, quelques manifestants chutèrent dans la Seine. Il est tout aussi vrai que, lors des arrestations et des interrogations, des dérapages et des bavures excessives se sont produites. Enfin, il est à retenir qu'aucun des manifestants et des suspects arrêtés ne détenait d'arme par destination, conformément à une consigne édictée par les dirigeants FLN, qui, par anticipation, savaient déjà l'argumentation qu'ils en tireraient pour dénoncer une violence unilatérale.

Sur leur qualification

L'irréfutabilité de l'exactitude des faits autorise d'écrire qu'accréditer les termes de la thèse FLN (répression sanglante, massacres, 200 morts, manifestants morts ou vivants jetés dans la Seine...) relèvent de l'extravagance, de la désinformation, de la falsification de l'histoire. Quant à la dénomination « pacifique » donnée à la manifestation par le FLN, c'était une supercherie. Il s'agissait, en réalité, d'une magistrale (il faut le reconnaître) opération de guerre psychologique qui, 63 ans après, produit encore ses effets subversifs. Le FLN n'a-t-il pas déclaré d'ailleurs qu'il avait gagné l'indépendance en France !

Sur leur exploitation

Comment comprendre l'objectif poursuivi par des politiques de haut niveau, des élus, qui, par leurs prises de position sur le 17 octobre 1961, s'alignent sur la version FLN et participent ainsi

à gonfler le martyrologe de l'indépendance algérienne ?

A notre simple niveau, nous ne pouvons que constater que cette surenchère mémorielle exponentielle n'aboutit qu'à cultiver au cœur des nouvelles générations d'ascendance algérienne qui vivent dans l'hexagone, la haine de la France qu'ils crachent en toutes circonstances au quotidien.

Fort est notre dégoût... nous crions « ASSEZ »... de « *coups frappés à la porte du malheur* ». Albert Camus. L'Étranger.

Jean Laroche
Octobre 2024

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES DE LA RÉDACTION

En 1998, le Premier ministre de l'époque, Lionel Jospin, constitua une commission d'enquête, présidée par le conseiller d'Etat Dieudonné Mandelkern, (membre du Conseil d'Etat, directeur au secrétariat général du Gouvernement, préfet, conseiller du Premier ministre, directeur du cabinet du ministre de la défense), chargée de

faire la lumière sur ce qui s'est réellement passé le 17 octobre 1961. Fondé sur l'ouverture d'archives jusque-là fermées, le rapport remis par cette commission, composée en outre de M. André Wiehn, inspecteur général de l'administration, de Mme Mireille Jean, conservateur aux Archives nationales et M. Werner Gagneron, inspecteur de l'administration, a fait litière de la légende du prétendu « massacre » du 17 octobre 1961.

Ce soir-là, ni les hôpitaux parisiens, ni l'Institut Médico-légal (la morgue) n'enregistrèrent l'entrée de corps de Nord-Africains. L'annexe III du « Rapport Mandelkern » fait état de 41 cadavres entrés à l'Institut Médico-légal de Paris du 19 octobre au 4 novembre. Sur ce nombre, 25, soit 13 corps identifiés et 12 corps non identifiés sont mentionnés sous la rubrique « *Dossiers pour lesquels les informations disponibles sur la date de la mort ou ses circonstances ne permettent pas d'exclure tout rapport avec la manifestation* ».

Nous sommes donc très loin du nombre de victimes évoqué par certains, d'autant que sur les 25 victimes, 13 ont été tués par strangulation ou par arme blanche

A toutes fins utiles.

INGÉNIEUR GÉNÉRAL SABATIER (1896 - 1986)

En septembre 1986, l'Etablissement régional du Matériel (ERM), situé 7, boulevard de l'Artillerie, changeait de dénomination au profit de celle de Quartier Ingénieur Général Sabatier qui abrite aujourd'hui le 7^e régiment du Matériel et la Musique de l'Artillerie.



Henri Sabatier

Mais quels sont les mérites éminents de cet ingénieur pour avoir eu l'insigne honneur de donner son nom à un établissement militaire ?

Petit-fils d'un prix Nobel de chimie, fils d'un ingénieur des Ponts et Chaussées, Henri Sabatier, né le 7 mars 1896 à Montpellier.

Engagé volontaire dans l'artillerie en 1915, promu lieutenant en 1918, il est animé d'une foi ardente en son métier d'officier. Tout naturellement, il s'oriente dans le même temps vers les Sciences. Créateur en 1922 du premier cours d'électronique qui ait existé en France (et probablement à l'étranger), il accumule les titres : ingénieur diplômé de l'Ecole supérieure d'électricité, licencié es-sciences mathématiques, licencié es-sciences physiques, licencié es-lettres, thèse de doctorat.

Commandant de groupement au 168^e régiment

d'artillerie en 1939, il est fait prisonnier le 25 juin 1940. Détenu jusqu'en décembre 1941, il est affecté à sa libération dans le service du Matériel, puis, après la dissolution de l'armée d'armistice, milite dans la Résistance. Les croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, trois citations et plusieurs blessures, témoignent de son courage et de sa détermination à l'occasion des épreuves que la France a traversées.

Affecté à la Section Technique de l'Armée de Terre (EMSST) à sa création en 1945, il fait breveter, dès 1946, son invention du magnétron à cavité axiale, d'intérêt national. A partir de 1947, il donne toute sa mesure dans la formation préparatoire à l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique dont la vocation est de donner à des officiers les hautes qualifications techniques nécessaires à l'accomplissement de leurs missions militaires.

L'ensemble de ses travaux lui vaut l'attribution de la médaille d'or du ministère de la Défense pour « Travaux techniques remarquables ». Il est l'auteur d'une quarantaine d'études scientifiques dont le premier article paru en France sur la Bombe-Uranium, un mois avant qu'elle éclate sur Hiroshima.

Nommé ingénieur général de 2^e classe, 2^e section, le 7 juin 1952.

Membre de l'Académie des Sciences de Toulouse et de Lyon, commandeur des Palmes académiques, commandeur du Mérite national, commandeur de la Légion d'honneur, Henri Sabatier décède le 24 mai 1986 à Lyon 3^e.

Lors du dernier hommage rendu par ses pairs, le chef d'état-major de l'armée de Terre eut ces mots « *Une des personnalités militaires les plus marquantes du siècle, officier d'exception, un savant, un enseignant et un apôtre de la culture scientifique et technique* »

NB : Je ne résiste pas à l'envie de publier un propos de l'éclectique ingénieur général Sabatier publié en novembre 1977 et intitulé :

LES DIX CHEVILLES-MAÎTRESSES DES GRANDS PARLEURS DE NOTRE TEMPS

Il s'agit de ces bouts de phrases plus ou moins redondantes, plutôt plus que moins ! et

emphatiques, que tel ou tel « parleur », orateur, conférencier, voire professeur se prend à dire, généralement sans même qu'il s'en doute, probablement pour « faire du remplissage », meubler un silence, éviter le célèbre « *euuh !* », « *euuh !* » classique chez chacun de nous quand l'inspiration fuit notre langue.

Ces bouts de phrases, qui finissent à force de rabâchage par devenir des « locutions » communes automatiques, naissent on ne sait comment, vivent (ou vivotent) un temps, puis disparaissent : c'est, apparemment, une question de mode.

En voici une dizaine, des plus célèbres, excluant délibérément les « *euuh !* » et les « *s'pa* » (pour « *n'est-ce pas* ») qui sont de tous les temps et de tous les niveaux culturels.

Au reste, ceux qui les prononcent, aussi bien les deux ci-dessus que les dix qui suivent, tombent de leur haut quand, après quelques instants de discours, quelque méchant observateur leur dit tranquillement « *En deux minutes, vous avez dit six fois (ou douze, ou plus) telle cheville-rengaine* ».

- La « grande cheville », celle des années 1900 « **quoi qu'il en soit, du reste, à cet égard** ». C'était, pour nos pères (ou nos grands-pères pour ceux qui n'ont pas dépassé la cinquantaine), un grand moment de réjouissance que de se gausser de tel brillant causeur au « quoi qu'il en soit... ! »
- « **En ce qui concerne** »... Dans les années d'avant-guerre, il était de bon ton de commencer toute phrase par ce quartet ; et de clore son discours par le pompeux :
- « **En tout état de cause** »... « Ça » faisait riche, sans doute !
- « **Pour autant** » (au lieu de « *pour cela* ») : petit diptyque qui se mit à sévir dans les années 45-50, et qui s'entend encore, épisodiquement.
- « **Comment dirai-je ?** » (ou dirais-je). Né vers 1930, cet euphonique triplet, très coulant sous la langue, sévissait encore très largement après la guerre, et s'entend encore, surtout édulcoré - mais ayant alors perdu toute saveur constructive et toute majesté ! - en le penaud « *comment dire ?* », pauvre honteux du grand « *comment dirai-je ?* ».

- La « cheville-maîtresse » des illustrissimes du jour : « **s'efforcer de faire en sorte que** »..., ou « **tâcher moyen de faire en sorte que** »... Comme remplissage, il est difficile de faire mieux. Dite, avec l'emphase qui convient à un grand discoureur, cette redondante envolée l'emporte sur la « grande cheville » de 1900.
- Moins emphatique, normale quand elle « vient bien » - ça arrive ! - la locution « **dans la mesure où...** » devient comique par l'abus : ne l'entend-on pas, actuellement, chez certains, une dizaine de fois dans dix minutes de discours ?

Il nous reste maintenant deux rengaines aujourd'hui permanentes :

- « **Si vous voulez** ». Ce n'est pas dix fois en dix minutes, c'est... à tout bout de phrase (début ou fin). Avec la suivante, on peut dire que ces chevilles sont les deux piliers de la causerie moderne.

- « **Disons** », petit mot anodin, qui vient sournoisement sur les lèvres. Ecoutez tel parleur : ce foisonnant « disons », vous l'entendrez « sortir » avec une régularité de métronome, ou de mitrailleuse...
- Enfin, la dixième cheville : elle est toute jeune, à peine un an, ou deux. Les parleurs publics, du moins ceux qui, connaissant le ridicule des abus de chevilles, s'en méfient donc et les évitent, ont trouvé un succédané, qui fait doucement son chemin : « **me semble-t-il** ».

***Attention ! Gardez-vous de rire de ces douces faiblesses... Tel qui en sourit avec une condescendance amusée quand il les entend chez autrui - s'il les entend ! -, les sort lui-même avec sérénité et ne les perçoit point !

Ingénieur général SABATIER, novembre 1977

JAMES STEWART (1908 – 1997)

QUAND LA FICTION REJOINT LA RÉALITÉ

Paradoxalement, de tous les géants de l'âge d'or d'Hollywood, James Stewart est celui dont la carrière cinématographique compte le moins de récits de guerre. Dans la réalité, il est pourtant de ceux pour qui la Seconde Guerre mondiale n'a pas été du cinéma, mais alors pas du tout ! Il a constamment vécu ce conflit en première ligne et même sur l'arrière de celles de l'ennemi. L'ironie du sort a voulu, dans le seul long métrage où il porte l'uniforme qui fut vraiment le sien de 1941 à 1945, qu'il ne tienne qu'une baguette de chef d'orchestre et n'ait comme arme qu'une trompette !

En fait, James Stewart a déjà une belle carrière d'acteur derrière lui quand, avant même Pearl Harbour, (7 décembre 1941), il estime son devoir de s'engager pour défendre son pays. À cette époque, il a joué dans 28 films dont « *Indiscrétions* » (Philadelphia Story) de George Cukor, qui lui vaudra un Oscar.

Il a tout juste 33 ans quand il se présente pour servir dans l'U.S. Air Force. Celle-ci le refuse, le considérant trop fluet. Il ne pèse alors que 69 kg pour 1,91 m ! Il ne renonce pas pour autant. Il loue à ses frais un avion, prend des leçons de pilotage et accomplit 200 heures de vol en moins d'un mois. Il décroche son brevet. En même temps il mange comme quatre car il refuse de rester sur cet échec. « *Le médecin militaire qui*

m'examina secoua la tête. Et pourtant j'avais bu des litres d'eau pour faire le poids, et j'avais fait l'effort de les garder. Tout cela pour rien ».

Le 22 mars 1941, un nouveau conseil de révision accepte le conscrit James Stewart.

Direction le centre d'incorporation de Fort Mac Arthur. Le paquetage perçu, le G.I. Stewart est transféré à la base californienne de Moffet. Dès le 1^{er} janvier 1942, il est nommé sous-lieutenant pilote. « *Je m'attendais à recevoir aussitôt l'ordre de rejoindre une base opérationnelle, mais la première mission qui m'est confiée est de participer à une émission radiophonique à la base de Stockton* ». La deuxième mission ne l'exalte pas non plus.

« *Ma deuxième tâche fut de suivre un ordre du ministre de la Guerre, m' enjoignant d' assister au bal anniversaire du président des Etats-Unis. Je noyais la dépression qui me menaçait dans l'alcool et demeurais ivre pendant tout mon séjour à Washington !* »

En avril 1942, il est affecté à la base de Mather Field. Il y devient instructeur pendant quatre mois et obtient la barrette dorée de lieutenant. De base en Californie en base dans l'Idaho, il arrive enfin dans l'Iowa, à Sioux City. Là, on lui confie le commandement d'une escadrille de bombardiers B- 24.



James Stewart devant son bombardier

La grande aventure commence en novembre 1943. « *Des Etats-Unis, nous avons rejoint l'Angleterre en passant par la Guyane britannique, le Natal, Dakar et Marrakech* ». Poursuivi par la presse, James Stewart demande à son commandant de groupe de partir au plus vite en mission. Promu capitaine, il participe aux grands raids sur Brême et Berlin en 1944. De ces raids, il dira modestement : « *J'en ai conduit quelques-uns et nous avons perdu quelques équipages* ». Pourtant, son courage aux commandes des *Libertators* et des *Forteresses volantes* lui vaudra entre autres distinctions, la croix de guerre française, la *Distinguished Flying Cross* pour son action lors du bombardement de Brunswick et le *Oack Leaf Cluster* (barrette portée sur la première décoration en témoignage de mérites renouvelés). Le colonel James Stewart accomplira au total plus d'une trentaine de missions de guerre.

Evoquant ce qui fut tout de même une épopée, James Stewart confie avec émotion : « *Je priais tout le temps, mais pas pour ma vie ou pour celle des autres. Je priais pour ne pas faire de faute. A l'époque, quand nous montions là-haut, nous avions une responsabilité, personne ne l'avait jamais fait avant nous. Chaque jour, chaque opération était un essai. Mettre en formation un millier d'avions et les disposer dans ce que nous appelions un « box » de bombardiers n'était vraiment pas de la tarte ! La moindre faute pouvait entraîner un désastre.* »

Resté fidèle au souvenir de cette époque, le pilote de guerre a fait un pèlerinage en juillet 1975 à Tibenham, dans le Norfolk en Grande-Bretagne, où était basé le 702^e Bomber Group qu'il commandait dans le cadre de la 8^e Air Force. Nommé brigadier-général de l'U.S. Air Force, il fera des périodes jusqu'à sa sortie du cadre de réserve.



Brigadier général James Stewart

Jamais il n'a caché sa fierté d'avoir contribué à l'élection d'un autre acteur au poste de gouverneur de Californie, puis à celui de Président des Etats-Unis, Ronald Reagan, ancien capitaine de l'USAF.

Patriote convaincu, il soutient l'action militaire au Viet-Nam. Comme son ami John Wayne, il y fait une tournée en 1969. Au cours de cette guerre, il perd son beau-fils Ronald McLean. Quinze années plus tard, il confie à propos de ce drame : « *Ce fut une perte terrible. Mais je ne puis y voir une tragédie. C'était un chic type et sur le champ de bataille il s'est conduit avec courage.* » Echo simple et grandiose de son jugement sur lui-même : « *Je devais servir mon pays en guerre. C'était une nécessité sans appel et une tradition familiale.* »

D'après un texte d'Eric Leguèbe (1935 - 2002), journaliste et critique de cinéma.

LES PROTECTEURS DE L'ARMÉE DE TERRE (SUITE)

SAINTE CLOTILDE

Depuis le 22 mai 1994, Sainte Clotilde est la sainte patronne de l'aviation légère de l'armée de Terre. Elle est fêtée le 4 juin.



Écusson ALAT sainte-Clotilde

Future reine de France, Clotilde naquit à Lyon vers l'an 474 (il existe une rue à son nom dans le 1^{er} arrondissement) ou à Vienne ou Genève, selon les interprétations. Fille de Chilpéric, roi des

Burgondes, elle est élevée à Genève, bénéficiant d'une éducation soignée et chrétienne.

Comment a-t-elle été remarquée par Clovis, les récits sont contradictoires. Quoiqu'il en soit, les noces de Clotilde et Clovis ont eu lieu à Soissons vers 493. Il s'agit vraisemblablement d'un mariage politique pour rapprocher le royaume des Francs et le royaume des Burgondes. Selon Grégoire de Tours, historien (538 - 594), Clotilde a exercé une influence certaine pour amener Clovis au baptême. Tous leurs enfants furent baptisés.

Toujours selon Grégoire de Tours, au cours de la bataille de Tolbiac qui vit la victoire des Francs sur les Alamans, Clovis invoqua le « *Dieu de Clotilde* » en lui promettant, s'il était vainqueur, qu'il se convertirait. Le baptême du roi Clovis, accompagné de 3000 guerriers fut célébré par l'évêque Rémi à Reims, lors d'un Noël vers l'an 496.

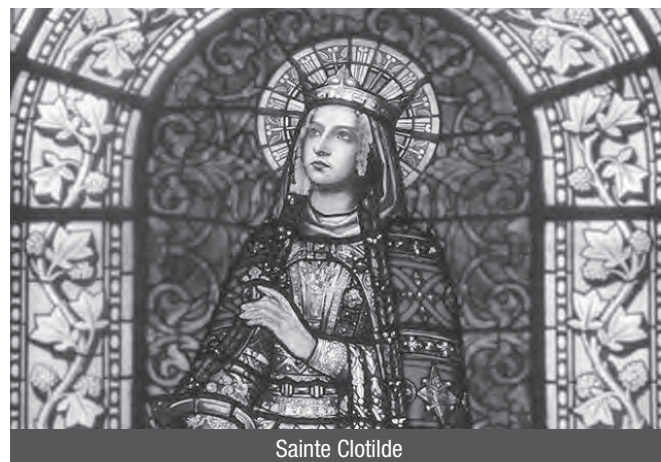
Résidant le plus souvent en région parisienne (Clichy, Chelles, Rueil), le roi fait de Paris sa capitale en 507.

Clovis décède en 511. Clotilde reste à Paris afin d'être proche de ses trois fils, Clodomir, Childebart et Clotaire. Au décès de Clodomir,

elle se retire à Tours. Veuve très pieuse, Clotilde est la première reine chrétienne qui ait fondé plusieurs établissements religieux dont la basilique Saint-Germain d'Auxerre.

Elle termine ses jours dans la piété, auprès du tombeau de Saint-Martin, ne voulant plus être considérée comme reine, mais comme servante de Dieu.

Décédée le 3 juin 545, elle est inhumée aux côtés de Clovis dans la basilique des Saints-Apôtres à Paris, future abbaye de Sainte-Geneviève, qu'elle avait contribué à fonder en hommage à son amie Geneviève. La basilique était située à l'emplacement de l'actuelle rue Clovis, sur la face arrière du Panthéon (Paris 5^e). Mais le mystère demeure sur ce que la tombe est devenue...



Sainte Clotilde

Sainte-Clotilde est honorée pour son rôle dans la conversion de Clovis et pour la diffusion de la foi chrétienne en France. Elle est également célèbre pour sa patience auprès d'un époux, connu pour son irascibilité, qu'elle a su amener à plus d'aménité et de douceur.

Béatifiée le 6 juin 1920, elle a été canonisée le 18 octobre 1964.

VIE DES ASSOCIATIONS

- **Le samedi 26 octobre**, l'association amicale des Hmong d'Irigny avait organisé à Villefranche-sur-Saône un grand rassemblement des Hmong de France à l'occasion de leur Nouvel An. Plusieurs associations membres de la Farac avaient été invités à partager ce moment d'amitié (ANAI, ANAPI, UNP 01, AALE). Pour plus d'informations et de photos, consulter notre site www.farac.fr
- **Le vendredi 8 novembre** s'est tenu à l'Hôtel de Région un Forum des associations d'anciens combattants et d'associations patriotiques C'était une première pour la Région Auvergne Rhône-Alpes, et selon les organisateurs, une première en France Près de 350 présidents et délégués d'association représentant 210 associations étaient présents. Une réussite ! *Voir le reportage sur notre site.*
- **Le jeudi 14 novembre** : assemblée générale de la F.A.R.A.C. Loire à la Maison de l'Armée de Saint-Etienne. Présidée par le colonel (h) René di Carlo, cette réunion a confirmé le dynamisme nouveau de cette émanation de la Farac du Rhône.
- **Le dimanche 1^{er} décembre**, messe du Souvenir regroupant des membres de la Saint-Cyrienne, de la Légion d'honneur décorés au péril de leur vie, de la Farac et de l'union des amicales de l'ABC/4^e et 13^e Chasseurs. Messe célébrée par Monseigneur Le Gall, évêque auxiliaire de Lyon, avec la participation du Chœur d'adultes de la Maîtrise Saint-Thomas d'Aquin et du quintet de la musique de l'Artillerie Satisfaction générale.
- **Le jeudi 5 décembre** au Mémorial de Bron-Parilly : cérémonie d'hommage aux morts pour la France en AFN. Daniel Desgeorges, délégué régional de l'association nationale des anciens parachutistes du 11^e Choc, a prononcé l'allocution dévolue aux anciens combattants et déposé la gerbe au nom du comité d'entente AFN
- **Le samedi 7 décembre**, inauguration d'une exposition sur la guerre d'Algérie et le drame des Harkis, organisée par Robert Lajous, président de l'union intercommunale des anciens combattants de Jonage, Jons, Pusignan et environs, à l'hôtel de ville de Jonage. Un grand succès !

CARNET NOIR

JEAN NALLIT (1923 – 2024)



C'est un grand Monsieur, un grand Témoin, qui s'est éteint le mardi 12 novembre dernier à l'âge de 101 ans.

Engagé dans la Résistance en 1941 sous le pseudonyme de Gratien, agent du Réseau

Charrette à partir du mois de juin 1943, Jean Nallit est arrêté par la Gestapo à Lyon le 31 mars 1944.

Interrogé et torturé dans les sous-sols de l'école de santé des armées (avenue Berthelot) puis incarcéré à la prison Montluc qu'il quittera un mois plus tard pour le camp de transit nazi de Compiègne-Royallieu, Jean Nallit est déporté au camp de Buchenwald, puis affecté dans une usine d'avions à réaction (Heinkel He 162).

Face à l'avance alliée, il doit, avec ses compagnons d'infortune, effectuer une marche forcée, pour être exterminés, jusqu'en bordure de la mer Baltique où il sera libéré début mai 1945.

Il va alors s'investir dans les associations de mémoire de la Résistance et de la Déportation et témoigner inlassablement auprès des écoles, collèges et lycées de la région lyonnaise.

Titulaire de nombreuses décorations dont :

Médaille de la Résistance dès 1947, Grand Officier de l'ordre national du Mérite en 2007, Grand-croix de la Légion d'honneur en 2019, sans oublier le titre de Juste parmi les Nations décerné en 1992.

Ses obsèques ont eu lieu le 22 novembre en l'église de l'Immaculée Conception à Caluire-et-Cuire, en toute simplicité. Haut dignitaire de l'Etat, il méritait mieux.

FRANÇOIS TULOUP (1938 – 2024)



Incorporé en 1960 au 9^e régiment des chasseurs parachutistes au centre d'instruction de Montauban (Tarn-et-Garonne), muté en Algérie dans le prestigieux 3^e régiment de parachutistes coloniaux du colonel Bigeard,

François Tuloup est décédé le 21 octobre à l'âge de 86 ans.

Titulaire de la croix du Combattant et de la médaille de reconnaissance de la Nation, il était aussi membre de l'Union nationale des parachutistes, section de Lyon, et administrateur de la FARAC de 2006 à 2015.

AGENDA 2025

JANVIER

- **Vendredi 10**
Conseil d'administration FARAC
- **Vendredi 17**
Messe de la Sainte-Geneviève à Sathonay-Camp
- **Samedi 25**
Assemblée générale de l'UNP Section de Lyon, à Tassin-la-Demi-Lune

FÉVRIER

- **Dimanche 2**
Messe de la Légion étrangère à Saint-Bonaventure
- **Vendredi 7**
Conseil d'administration FARAC
- **Vendredi 28**
Assemblée générale de la FARAC au cercle général Frère

MARS

- **Vendredi 28**
Assemblée générale de l'ANAI au cercle général Frère
- **Samedi 29**
Assemblée générale de l'amicale des anciens de la Légion étrangère à Tassin-la-Demi-Lune

AVRIL

- **Vendredi 4**
Conseil d'administration FARAC
- **Samedi 12**
Participation possible au ravivage de la Flamme de l'Arc de Triomphe avec l'association Hmong Archive et Mémoire
- **Mardi 15**
Visite de la base aérienne 278 et de l'établissement du service militaire volontaire
- **Dimanche 27**
Camerone à Saint Quentin-Fallavier